



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-371

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 06-DRCLE-1-29 du 16 janvier 2006 autorisant la société COUTAND Récupération à exploiter une unité de récupération de métaux, plastiques, papiers, cartons, bois de palettes et de transit de déchets industriels banals sur le territoire de la commune de La Meilleraie-Tillay
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2713 (métaux et ou déchets de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) et 2716 (déchets non dangereux non inertes) ;

Vu l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 06-DRCLE-1-29 du 16 janvier 2006 autorisant la société COUTAND Récupération ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°07-DRCTAJE-1-25 du 5 janvier 2007 portant agrément pour le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°09-DRCTAJE-1-663 du 5 janvier 2009 modifiant l'arrêté préfectoral suscité ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n°07-DRCTAJE-1-59 du 11 février 2013 et n°19-DRCTAJ-1-231 du 15 mai 2019 renouvelant l'agrément n° PR.85.00012-D ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°12-DRCTAJ-1-802 du 11 juillet 2012 ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société COUTAND Récupération le 21 septembre 2023 concernant l'ajout d'activités complémentaires, l'acquisition de la parcelle AC268 et demandant de bénéficier de l'antériorité au titre de la rubrique 2791 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 mai 2025 ;

Vu le courrier adressé le 12 juin 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet intègre des mesures de gestion de la co-activité et de prévention du risque incendie ;

Considérant que le projet, qui consiste en l'ajout d'activités complémentaires et l'acquisition de la parcelle AC268 :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la société COUTAND Récupération peut bénéficier de l'antériorité prévue à l'article L.513-1 du code de l'environnement et qu'en conséquence il convient d'actualiser le tableau de classement des activités exercées ;

Considérant que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

ARRÊTE

Article 1. Nature des installations

Cet article modifie l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2006 susvisé.

La société COUTAND Récupération, dont le siège social est situé 4 rue du Grand Pré sur la commune de La Meilleraie-Tillay, exploite les installations et activités visées à la nomenclature des installations classées et énumérées dans le tableau ci-après avec leur régime de classement :

Rubrique	Installations et activités concernées	Capacité réelle	Régime de classement
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux 1- La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	Batteries : 50 t	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux 1- La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Presse cisaille : 25 t/j	A
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	Surface totale 300 m ² VHU en attente de dépollution : 150 m ² VHU dépollués : 150 m ²	E
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux 1- La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	Surface totale 10 795 m ²	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant 1- Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume total : 1 930 m ³ papier/cartons : 500 m ³ bois : 1 000 m ³ plastiques : 300 m ³ pneumatiques : 130 m ³	E

Rubrique	Installations et activités concernées	Capacité réelle	Régime de classement
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant 1- Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume total : 1 000 m ³	E
2710-2b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2b – Collecte de déchets non dangereux. Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Volume déchets : 240 m ³	D
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Volume stocké : 200 m ³	D

Article 2. Implantation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Parcelles	Surface cadastrale de la parcelle
La Meilleraie-Tillay	Pré de la Coussotte	AC 1	4 275 m ²
		AC 275	6 520 m ²
		AC 307	78 m ²
	6 rue du Grand Pré	AC 268	2 256 m ²
	4A rue du Grand Pré	AC 308	11 151 m ²

Article 3. Défense incendie

L'exploitant met en œuvre des moyens de détection et de prévention du risque incendie dont le dimensionnement répond au calcul de la D9 en vigueur, et tient à la disposition de l'inspection et du SDIS la liste de ces moyens, et les éléments justifiant de leur bon dimensionnement.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 4.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **- 8 JUIL. 2025**

Le préfet,
Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée

Éric LAFFARGUE